



**COMITÉ RÉGIONAL DE LA
MÉDITERRANÉE ORIENTALE**

Août 2017

**Soixante-quatrième session
Islamabad (Pakistan), 9-12 octobre 2017**

**PROGRAMME DE BONNE GOUVERNANCE DANS LE SECTEUR
PHARMACEUTIQUE DANS LA RÉGION - RÉSULTATS ET IMPACT À CE JOUR**

Objectifs de la réunion

Les objectifs sont les suivants :

- mettre en évidence l'impact de la corruption dans le secteur pharmaceutique ;
- discuter de la nécessité d'institutionnaliser la bonne gouvernance dans les systèmes pharmaceutiques ;
- examiner la mise en œuvre du programme de bonne gouvernance dans le secteur pharmaceutique dans différents États Membres ;
- passer en revue les étapes nécessaires à la création d'initiatives nationales pouvant être intégrées dans des cadres de transparence et de responsabilisation à l'échelle des pays.

Contexte

Dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la Région, 20 à 60 % du budget de la santé est consacré aux médicaments. Cela constitue non seulement l'une des dépenses majeures en matière de santé dans ces pays, mais exerce également un poids considérable sur le budget des patients, puisque 80 à 90 % des médicaments font l'objet de paiements directs. Cette tendance s'accroît car la valeur du marché pharmaceutique mondial augmente de la même manière et à un taux plus rapide que la hausse des frais de santé totaux. L'échelle même du marché et de nombreux autres facteurs rendent ce secteur très vulnérable à la corruption et aux pratiques contraires à l'éthique.

L'accès aux médicaments de qualité et abordables est un élément clé de la couverture sanitaire universelle. Le concept de couverture sanitaire universelle repose sur une bonne gouvernance permettant de déterminer les services à fournir, les personnes à couvrir, les moyens de réduire les paiements directs et de financer les soins pharmaceutiques et de santé. Lancé il y a 13 ans, le programme OMS de bonne gouvernance dans le secteur pharmaceutique s'étend à 37 pays à l'échelle mondiale, dont 16 se situent dans la Région de la Méditerranée orientale. Les objectifs globaux du programme visent à améliorer la bonne gouvernance, à prévenir la corruption dans le secteur pharmaceutique et à contribuer au renforcement du système de santé dans les pays. Le programme est axé sur la formulation et la mise en œuvre de politiques et de procédures appropriées permettant une gestion efficace, efficiente, éthique, transparente et responsable des systèmes pharmaceutiques.

Le programme est mis en place selon un processus standardisé en 3 phases :

- Phase 1 : Évaluation de la transparence nationale pour mesurer la vulnérabilité du pays face à la corruption.
- Phase 2 : Consultation nationale sur les résultats de l'évaluation et création d'un cadre déterminant l'orientation que le pays envisage de donner à la bonne gouvernance dans le secteur pharmaceutique.
- Phase 3 : Élaboration d'un plan d'action sur le long terme abordant les huit éléments de la bonne gouvernance.

L'OMS fournit un appui technique à travers les trois phases du programme. Actuellement, six États Membres de la Région sont en phase 1, sept se trouvent en phase 2, et trois en phase 3. La diversité régionale et l'instabilité politique de certains pays empêchent ces derniers de déployer le programme dans son intégralité.

Enjeux au niveau régional

Une analyse de l'ensemble des évaluations des pays a révélé les difficultés régionales suivantes :

- La réglementation et le contrôle de la promotion des médicaments représentent les domaines les plus vulnérables à la corruption.
- On constate un accès insuffisant du grand public aux informations sur le secteur pharmaceutique (ex. : prix des médicaments, informations sur la qualité et les fournisseurs etc.).
- L'absence de politiques pour gérer les conflits d'intérêt, ainsi qu'un manque de mise en œuvre et d'adoption collective des codes de conduite ont été rapportés comme des lacunes courantes en matière de gouvernance dans la Région.
- On note un manque de procédures opératoires normalisées et de critères écrits pour aider à sélectionner les membres des comités clés impliqués dans la réglementation et l'achat des médicaments.

Orientations futures

Dans le secteur pharmaceutique, la bonne gouvernance a été reconnue comme un élément clé en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable. Quant à la réduction de la corruption, elle influencera à long terme les investissements des pays dans le secteur de la santé tout en améliorant l'accès aux médicaments de qualité. Cela permettra de diminuer le gaspillage des fonds publics et des dons, ainsi que de réduire les dépenses directes pour les patients. Par ailleurs, la crédibilité des organismes publics en sera renforcée, ce qui augmentera en retour la confiance du public et des donateurs dans les gouvernements. La Région de la Méditerranée orientale comptant le plus grand nombre de pays dans le programme de bonne gouvernance dans le secteur pharmaceutique (43 % de tous les pays), cette session a pour but d'informer les pays sur les résultats obtenus et les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre de cette initiative mondiale.

Résultats escomptés de la réunion

- Une meilleure compréhension de l'impact de la corruption sur le secteur pharmaceutique, à intégrer ensuite aux programmes d'action nationaux en matière de politiques de santé.
- Une plus grande prise de conscience de la nécessité d'institutionnaliser la bonne gouvernance dans les systèmes pharmaceutiques.
- Un plus grand engagement politique pour poursuivre la mise en œuvre du programme de bonne gouvernance dans le secteur pharmaceutique.
- Identification des étapes nécessaires pour créer des initiatives nationales pouvant être intégrées dans des cadres de transparence et de responsabilisation à l'échelle des pays.
- Établissement d'un accord sur la nécessité de créer une feuille de route pour surmonter les difficultés régionales et spécifiques à chaque pays en matière de mise en œuvre.